

COLOMBIE

La croissance devrait monter à environ 3 %, car la baisse des taux d'intérêt, l'augmentation des dépenses d'infrastructure, la diminution de l'impôt sur les sociétés et la hausse des prix du pétrole sont autant de facteurs qui stimulent l'investissement. La consommation privée va aussi se redresser, le recul de l'inflation entraînant un accroissement des salaires réels. Les exportations progresseront à la faveur de perspectives plus favorables chez les partenaires commerciaux. Le chômage amorcera un reflux. Les indicateurs sociaux se redressent, mais le secteur informel et les inégalités restent importants.

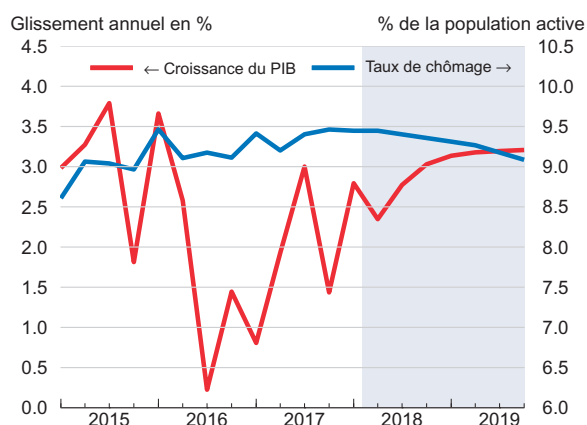
L'orientation de la politique monétaire est appropriée compte tenu du taux d'inflation actuel, mais un léger assouplissement monétaire sera nécessaire si l'inflation et les anticipations en la matière continuent de baisser. La politique budgétaire, qui a trouvé un juste équilibre, devra rester modérément prudente de sorte que le déficit recule progressivement, dans le respect de la règle budgétaire. Étant donné l'ampleur des dépenses sociales requises, il faudra peut-être lever davantage de recettes publiques au fil du temps. La productivité serait stimulée par des réformes destinées à améliorer l'environnement des affaires et la qualité de l'éducation. Des initiatives supplémentaires pour lutter contre la composante informelle du marché du travail, en abaissant les coûts de main-d'œuvre non salariaux, par exemple, et contre les inégalités hommes-femmes, en développant les services de garde d'enfants, permettraient une croissance plus inclusive.

La croissance s'accélère

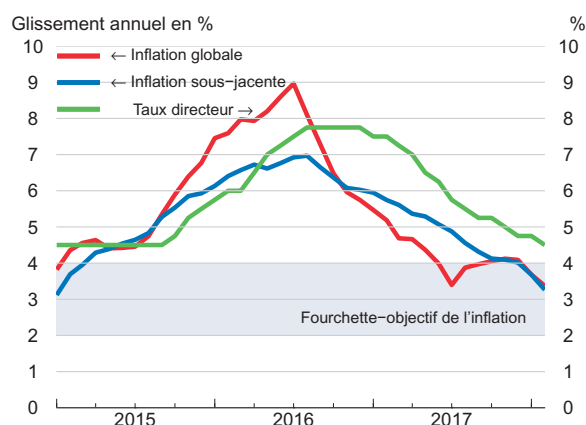
Au second semestre de 2017, l'économie a montré des signes de reprise, les effets défavorables du choc sur les prix du pétrole ayant commencé à s'estomper. La croissance économique se renforce, quoique progressivement. L'inflation poursuivra son repli en 2018 en direction de l'objectif de 3 %, avec la dissipation des effets de la hausse de la TVA,

Colombie

La croissance se redresse et le chômage va diminuer



L'inflation a baissé



Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Banque centrale de Colombie.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933729819>

Colombie : **Emploi, revenu et inflation**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
	Prix courants trillions de COP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	762.9	3.0	2.0	1.8	2.7	3.2
Consommation privée	503.3	3.1	1.4	1.8	2.2	3.0
Consommation publique	108.7	4.9	1.8	4.0	5.7	1.5
Formation brute de capital fixe	196.9	1.7	-2.7	0.1	0.2	5.7
Demande intérieure finale	808.8	3.0	0.5	1.7	2.3	3.3
Variation des stocks ¹	- 13.8	-0.7	0.8	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	795.1	2.4	1.2	1.8	2.2	3.2
Exportations de biens et services	126.9	1.7	-1.4	-0.7	3.6	4.9
Importations de biens et services	159.1	-1.1	-4.0	0.3	0.6	4.2
Exportations nettes ¹	- 32.2	0.5	0.7	-0.2	0.4	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.4	5.3	5.5	3.2	3.0
Indice des prix à la consommation	—	5.0	7.5	4.3	3.1	3.0
IPC sous-jacent ²	—	4.7	6.5	4.9	2.9	2.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	8.9	9.2	9.4	9.4	9.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-6.3	-4.3	-3.3	-3.3	-2.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation de base, services publics et combustibles.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933730883>

début 2017. Le déficit courant s'est nettement réduit. Les importations ont ralenti avec le fléchissement de la demande intérieure, et les exportations, portées par la hausse des prix du pétrole, ont commencé à se redresser. Le marché du travail reste en demi-teinte : en effet, le taux d'activité a fléchi, le chômage a augmenté à 9.4 % en 2017 et l'emploi s'est tassé. Colombie

Des réformes structurelles favoriseraient une croissance inclusive

L'inflation ayant fortement décéléré en 2017, la banque centrale a, à juste titre, abaissé progressivement son taux directeur depuis décembre 2016. L'inflation devrait encore diminuer, selon les prévisions, de sorte qu'une politique monétaire légèrement plus accommodante devrait être de mise. La politique budgétaire devrait être modérément restrictive afin de réduire le déficit de l'administration centrale pour le ramener à 1 % du PIB d'ici 2022, conformément à la règle budgétaire. Cet objectif représente un juste équilibre entre les besoins sociaux, la reprise progressive et la nécessité d'assurer la viabilité de la dette. Les recettes budgétaires tirées du pétrole augmenteront en 2018, mais il pourrait être nécessaire d'adopter d'autres mesures génératrices de recettes au cours des prochaines années, parce que les besoins de dépenses sociales vont s'accroître.

Pour que la croissance soit plus forte et plus inclusive, la productivité devra être renforcée grâce à des réformes structurelles, ce qui favoriserait en outre le développement régional et la transition vers la paix. La modernisation des infrastructures routières et portuaires ainsi qu'un allègement du poids de la réglementation rendraient les entreprises plus compétitives et créeraient des emplois plus rémunérateurs. L'amélioration du

système éducatif et l'application de politiques actives du marché du travail aideraient les travailleurs à acquérir de nouvelles compétences, ce qui ferait progresser la productivité et réduirait les disparités économiques.

L'économie informelle a reculé ces dernières années, mais elle emploie encore près de la moitié de l'ensemble des travailleurs dans les grandes villes. Il convient donc de s'attacher plus énergiquement à réduire la composante informelle du marché du travail, par exemple en abaissant davantage la fiscalité sur les salaires et en simplifiant les procédures d'enregistrement des entreprises ainsi que l'affiliation des travailleurs à la sécurité sociale. Développer l'éducation et l'accueil des jeunes enfants permettrait d'améliorer les résultats scolaires et de donner à plus de femmes la possibilité d'occuper des emplois rémunérés. L'augmentation du nombre de bénéficiaires et du montant des prestations au titre du revenu minimum garanti rendrait le régime de retraite plus progressif et aiderait à lutter contre la pauvreté et les inégalités.

La croissance va s'accélérer

D'après les prévisions, la croissance va se renforcer, portée par la hausse de la demande intérieure. Aidé par la faiblesse des taux d'intérêt et le redressement des prix du pétrole, l'investissement sera l'un des principaux moteurs de la croissance. Le recul de l'inflation poussera les revenus réels à la hausse et encouragera la consommation. Parmi les risques de divergence à la hausse par rapport aux prévisions, un renchérissement plus fort des prix du pétrole ou du charbon pourrait donner un coup de pouce supplémentaire à l'investissement. Avec la fin du conflit armé, le secteur du tourisme recèle également un potentiel de bonnes surprises. En revanche, un retour à la normale plus rapide que prévu de la politique monétaire des États-Unis, qui pourrait accentuer l'instabilité et le risque de voir baisser les entrées de capitaux, serait un risque de divergence à la baisse. Une envolée des flux migratoires en provenance du Venezuela pourrait se traduire par des dépenses supplémentaires à court terme, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation mais, si ces flux sont bien gérés, ils pourraient aussi améliorer les perspectives de croissance.